L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°308 du Jeudi 20 Novembre 2025

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail:lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

France

La rumba congolaise à l'honneur au cœur des Champs Elysées de Paris

(P.6)

Présidence de la République

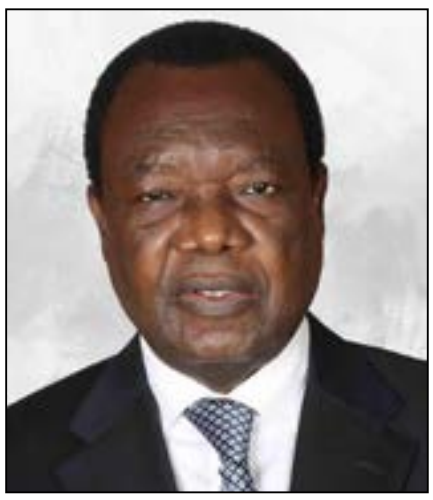
Denis Sassou-Nguesso en marathon international et national

(P.3)

Le Président de la République a entamé une série de visites de travail à l'intérieur du pays.

Ministère du commerce, des approvisionnements et de la consommation

L'interdiction de l'importation des machettes et motos sera levée en décembre prochain



La machette, outil indispensable dans la vie, particulièrement en agriculture, est devenue une arme redoutable dans de mauvaises mains. Son usage ainsi que celui de la moto a été visiblement détourné.

(P.3)

Sécurité civile

Don d'équipements de secours par une O.n.g française

(P.4)

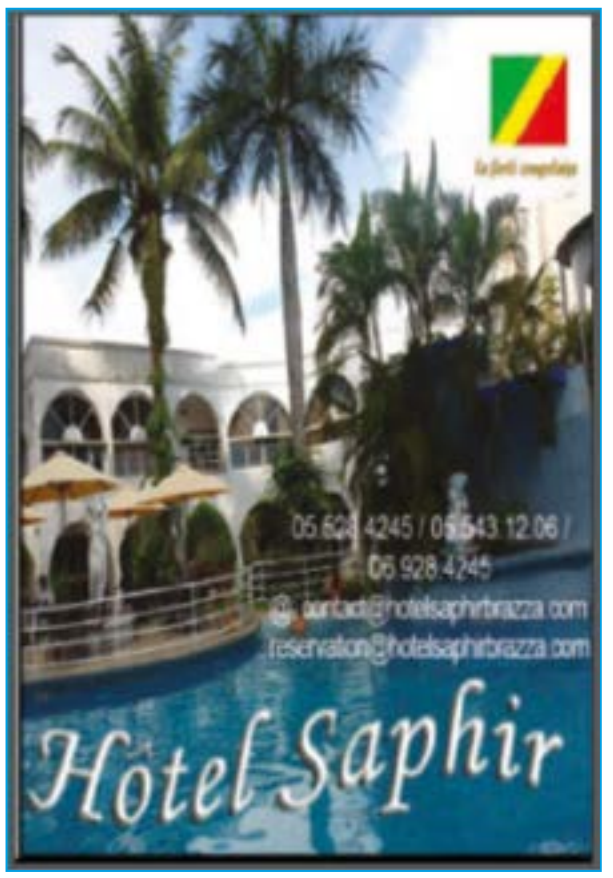
R.c (Rassemblement citoyen)

Campagne d'adhésion au parti et de soutien au candidat de la majorité

(P.9)







France

La rumba congolaise à l'honneur au cœur des Champs Elysées de Paris

Depuis son inscription sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en décembre 2021, la rumba congolaise ne cesse d'inspirer. Dernière en date, la soirée organisée par l'Association rumba héritage Congo, dirigée par l'écrivain Christian Kader Keïta, dans le prestigieux cadre de l'Hôtel Intercontinental de Paris, en France, situé à proximité de la plus belle avenue du monde, les Champs Elysées.



Photo prise pendant les répétitions, de gauche à droite, Desuza Santu, Théo Blaise Kounkou, Laeticia, Gaulard Nianzi, Kader Keïta et le doyen Camara



Le Ballet Tala à la soirée culturelle sur la rumba, à Paris



Les deux musiciens congolais de gauche à droite Nianzi Gaulard, Loko Massengo et un invité

A partir de 19h30 de cette journée pluvieuse du samedi 15 novembre 2025, la salle du sous- sol de l'Hôtel intercontinental commence à être prise d'assaut par les distingués invités, tous bien tirés à quatre épingles, dans le respect du code vestimentaire établi par les organisateurs. Rappelons que de ses origines à ce jour, la rumba et la Sape (Société des ambianceurs et des personnes élégantes) ont toujours fait bon ménage. Fait notable, l'ambassade du Congo en France est dignement représentée par une forte délégation, conduite par le ministre-conseiller Armand Balloud-Tabawé. La robustesse de la voilure semble être le signe d'un soutien à cet évènement de portée culturelle. Tout à l'honneur de la diplomatie congolaise, en espérant que cet intérêt ne soit pas un feu de paille. Qu'il survive aux émotions du spectacle d'un jour.

La balance tardive des instruments musicaux étant terminée, les deux maîtres de cérémonie, Maya et Francis, annoncent l'ouverture de la soirée. Est revenu au président de l'Association héritage Congo, organisatrice de la soirée, l'honneur de prononcer le mot de circonstance. Christian Kader Keïta y rappelant la place de choix que mérite d'occuper la rumba dans notre patrimoine culturel, en tant que véhicule d'une partie de notre histoire. Qu'il s'agisse de l'histoire douloureuse de la traite négrière, de nos peuples ou de nos villes, dont cette danse et ce genre musical sont le témoin. Le mot d'ouverture est immédiatement suivi par la prestation de l'Orchestre Rumberos de la place de Paris, dans la droite ligne du thème du jour: «Danser la rumba».

L'orchestre, dirigé par son leader Desuza Santu, chanteur de charme, a tenu toutes ses promesses, en interprétant brillamment les classiques de la rumba. Composé de musiciens chevronnés, à l'image du soliste Caien Madoka et du trompettiste Kabert Kabasele, l'orchestre a embarqué le public dans une agréable croisière musicale, faite de belles escales. Tour à tour, les classiques, de Joseph Kabasele à Luambo Makiadi, en passant par Tabu Ley, Pepe Kalle, Emeneya, Zaïko Langa-Langa, etc, sont passés en revue. L'ambiance est montée d'un cran, lorsque les musiciens Loko Massengo Djeskain (ancien de Sosoliso) et Nianzi Gaulard, alias chérie Gau (ancien des Kamikaze Loningissa), gagnent la scène, pour interpréter deux titres familiers à la communauté congolaise: *«Beauté noire»* et *«El Manisero».* L'ambiance est à son comble, avec la montée sur scène de l'icône Dino Vangu, l'un des derniers monuments *«rumberos»* de la vieille génération, accompagnant à la guitare, *«faute ya commerçant»,* de feu Lutulba Simaro.

Par ailleurs, quelques éminentes personnalités civiles ont honoré de leur présence la cérémonie: Jean Aimé Dibakana, écrivain, lauréat du grand prix d'Afrique 2023; Gildas Event, mécène et promoteur culturel, Éric Monjour, président fondateur du salon du livre africain, Cinthia Lo Thomassen, présidente de la chambre de commerce scandinavie- Afrique. Pourtant programmé, l'international musicien Théo Blaise Kounkou était absent pour des raisons que nous ignorons, au moment où nous mettons sous presse. Un autre temps fort de la soirée a été la remarquable prestation du Ballet Tala, jouant de la musique traditionnelle africaine, symbole d'une bonne articulation entre le folk et la rumba, entre la racine et les branches.

Les lampions de cette historique soirée se sont éteints aux alentours de minuit, laissant presque en plan, le public qui, visiblement aurait voulu continuer sa «bamboula» jusqu'au petit matin. Aux organisateurs de la deuxième édition, déjà annoncée par le président de l'Association rumba héritage Congo, d'en prendre de la graine !

Guy Francis TSIEHELA
Chroniqueur musical
Paris France.

Présidence de la République

Denis Sassou-Nguesso en marathon international et national

Le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, est pratiquement en plein déplacements par avion, depuis sa participation au sommet de la Cop 30, dans la ville de Belém, au Brésil, du 5 au 9 novembre 2025. Après Luanda, en Angola, il a regagné la capitale Brazzaville, pour s'envoler ensuite à Oyo, dans le Département de la Cuvette. Samedi 15 novembre, il a pris part au 9ème sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la C.i.r.g.l (Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs), à Kinshasa, capitale de la RD Congo. Le dimanche 16 novembre, il était l'hôte des populations de Pointe-Noire, pour un séjour de travail, au cours duquel il a inauguré un insitut de veille sanitaire.

Au sommet de Belém, au Brésil, Denis Sassou-Nguesso a été parmi les Chefs d'Etat qui ont pris la parole. Il était à tribune de ce sommet le jeudi 6 novembre. Il est arrivé à Luanda, lundi 10 novembre, pour prendre part, le lendemain mardi 11 novembre, en qualité d'invité d'honneur, à la commémoration marquant le 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Angola. *«La présence du Président congolais à ces festivités témoigne de l'excellence des relations diplomatique, d'amitié et de coopération qui lient la République du Congo et celle d'Angola, dans le cadre de la promotion des valeurs d'assistance mutuelle, de paix et de bon voisinage»,* a indiqué la presse présidentielle.

Le jour même de son arrivée, le Chef de l'Etat a eu un tête-à-tête avec son homologue angolais, João Lourenço, au Palais présidentiel. Il y a ensuite une cérémonie de décoration du Président congolais qui a reçu la médaille d'or angolaise et un diplôme d'honneur symbolisant *«l'implication décisive»* du leader congolais dans la lutte anticoloniale conduite par Agostinho Neto, à la suite du Président Marien Ngouabi dont la mémoire a été aussi honorée par le Président João Lourenço. Le lendemain mardi, il a assisté, aux côtés d'autres Chefs d'Etat invité, au grand défilé national marquant le 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Angola.



João Lourenço remettant le diplôme d'honneur à son homologue congolais



Le Président João Lourenço décorant son homologue congolais

Après son retour au pays, mardi 11 novembre dans la soirée, Denis Sassou-Nguesso a pris part, samedi 15 novembre, au 9ème sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la C.i.r.g.l à Kinshasa. A l'issue de ce sommet, le Président en exercice sortant, l'Angolais João Lourenço a remis le témoin à son successeur, Antoine Félix Tshisekedi Tsholombo de la RD Congo, qui va présider l'organisation sous-régionale.

Au niveau national, le Président de la République a entamé une série de visites de travail à l'intérieur du pays. D'abord à Pointe-Noire où il est arrivé dimanche 16 novembre en fin de matinée et où il a inauguré, lundi 17 novembre, l'Institut national de biologie et de veille sanitaire, dans le premier arrondissement Lumumba, construit sur financement de la Banque mondiale. Mardi 18 novembre, il a visité l'Huilerie Afrique oil industrie du Kouilou, basée dans le District de Hinda. Mercredi 19 novembre, il s'est rendu à Dolisie, chef-lieu du Département du Niari, pour l'inauguration du Lycée général Simon-Pierre Kinkounga-Ngot de Dolisie. Ewo, dans la Cuvette-Ouest, Sibiti dans la Lékoumou et le Département de la Sangha, sont les prochaines étapes de sa série de visites de travail à l'intérieur du pays.

Urbain NZABANI

Editorial

Dette et opportunité

Ainsi donc, le gouvernement, par le biais du Ministère de l'économie, du budget et du portefeuille public a émis des eurobonds sur le marché financier international vendus à hauteur de 670 millions de dollars (soit environ 381 milliards de francs Cfa) au taux d'intérêt de 9,875%, arrivant à maturité en novembre 2032. Le Congo est déjà un pays très endetté. À fin août 2025, le stock de la dette publique s'élevait à 8.418,91 milliards de francs Cfa. Le taux de la dette par rapport au P.i.b (Produit intérieur brut) a évidemment augmenté, se situant au-delà des 93,5%.

Le Congo est un pays très endetté et semble condamné à vivre de dettes. Il s'endette pour payer ses dettes, son fonctionnement et ses investissements. Ses recettes étant aussi englouties en grande partie par le remboursement des dettes. Dans le budget de l'Etat, il est par exemple prévu, entre mai et décembre 2025, de rembourser un total de 1.249,29 milliards de francs Cfa de dette publique.

Là où l'on rêvait d'émergence en 2025 et de fonds pour les générations futures, il n'y a plus que des dettes à rembourser. Pendant ce temps, les générations présentes sont soumises à une vie de sacrifices. Il faut s'habituer à vivre avec les privations d'électricité, les pénuries d'eau courante, les perturbations ou les interruptions des télécommunications, l'inconfort du transport en commun, le chômage des jeunes, etc. On apprécie souvent la capacité de résilience des Congolais. Mais, si de l'autre côté, au niveau des pouvoirs publics, il y avait des efforts cohérents d'améliorer la gouvernance publique, le calvaire des populations aurait été allégé. Depuis des années, on est confronté aux mêmes difficultés, aux mêmes problèmes. Des experts économistes tirent la sonnette d'alarme sur le niveau alarmant de l'endettement public induit par plusieurs facteurs comme le train de vie de l'Etat et le règne des antivaleurs dans la gestion publique, la surfacturation des marchés publics, la non-maîtrise ou la mauvaise qualité de la dépense publique, etc.

En dehors des réformes induites souvent par le contexte international, force est de constater le manque de volonté politique de réduire le train de vie de l'Etat. Autrement, on ne voit que des mesures provisoires comme la suspension des missions à l'étranger des membres du gouvernement. Quoiqu'il en soit, par la force des choses, le ralentissement du train de vie de l'Etat se manifeste déjà un peu partout, puisque les budgets ne sont plus mobilisés comme avant. On apprend que dans certains cabinets ministériels, les indemnités connaissent des mois de retard. Dans certaines institutions nationales, le personnel n'est plus régulier au travail. Bref, la bérézina!

Ce n'est qu'en réduisant le train de vie de l'Etat de manière formelle et harmonisée, en instaurant la bonne gouvernance, en luttant contre les anti-valeurs, etc, qu'on pourra transformer la dette en opportunité de développement. Autrement, c'est la corde au cou, que de vivre de dette en dette!

L'HORIZON AFRICAIN

Ministère du commerce, des approvisionnements et de la consommation

L'interdiction de l'importation des machettes et motos sera levée en décembre prochain

Lors de la séance de questions orales avec débat, à l'assemblée nationale, le vendredi 14 novembre 2025, sous la présidence de l'honorable Isidore Mvouba, le ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou, ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation, a répondu à la question de l'honorable Dilou Ngoma sur les raisons de la suspension des importations des machettes et des motos dans notre pays. Après avoir exposé ces raisons, le ministre en charge du commerce a rassuré la représentation nationale que l'importation des machettes et motos sera levée en décembre prochain, une fois que la réglementation sera adaptée. Il a précisé, cependant, qu'aucun texte n'interdit la vente des machettes et des motos. Ci-après l'intégralité de sa réponse.

«Honorable,

Hier, quand, tous, nous regardions à la télé ces scènes horribles de personnes gisant au sol dans un bain de sang, parce que poignardées dans la rue ou dans le métro, alors qu'elles vaquaient simplement à leurs occupations, nous étions, tous, choqués. Ces images, bien qu'horribles, étaient trop lointaines pour nous interpeller. Notre émotion passait très vite. Ça se passait dans des pays très lointains. On disait même qu'il était impensable que cette barbarie nous atteigne. On a tous oublié que le monde était devenu un village interconnecté, que cette violence à la télé et dans les réseaux sociaux pouvait affecter nos enfants au point de la banaliser. Jusqu'au jour où nous avons découvert, impuissants que nos propres enfants ne savaient plus régler leurs conflits d'enfants autrement que par des machettes, en bandes organisées, dans la rue et même dans les établissements scolaires.

On les a vus ensuite, tel des possédés, se mettre à agresser, dépecer sans raison sans raison, les populations innocentes dans la rue et dans leurs maisons, de jour comme de nuit. Les populations vivaient dans la terreur, personne n'osait plus sortir le soir venu. Et cette fois ci, ça ne se passait plus à la télé, mais bien chez nous, dans notre pays, dans nos villes, dans nos quartiers et dans nos villages.

Honorables,

La gravité de la situation sécurité créée par nos propres enfants nous interpelle tous, parents, élus, enseignants, politiques, etc, à tous les niveaux.

Honorable Dilou Ngoma,

Au niveau du Ministère du commerce, nous avons pris la mesure que vous évoquez: suspendre l'importation des machettes et des motos. Suspendre, le temps d'affiner la réglementation à l'importation et à l'accès à ces deux outils indispensables.

Cette circulaire qui suspend l'importation des machettes et des motos est une mesure qui fait suite à une forte activité d'entrée inhabituelle de machettes à nos frontières et de quantités importantes de machettes retrouvées chez certains de nos enfants interpellés. La machette, outil indispensable dans la vie, particulièrement en agriculture, est devenue une arme redoutable dans de mauvaises mains. Son usage ainsi que celui de la moto a été visiblement détourné.



Alphonse Claude N'Silou .

Honorable,

Le temps de la suspension, mes collègues en charge de la sécurité, de l'agriculture et moi-même travaillons sur la manière de réglementer l'accès à ces outils indispensables à l'activité économique pour sécuriser davantage les populations. A l'issue de ce travail, la mesure sera levée. Je peux d'ores et déjà vous dire que la levée de cette mesure interviendra courant décembre, donc le mois prochain. A toutes fins utiles, je porte encore à la connaissance de la population qu'aucun texte n'a interdit la vente des machettes et des motos. Les stocks de machettes et de motos sont importants et restent disponibles dans le commerce.

Honorables députés,

Laisser aux travailleurs des secteurs agricole et du transport d'acquérir à souhait leurs outils de travail dans un cadre juridique adéquat, telle est la finalité de la règlementation recherchée».

Sécurité civile

Don d'équipements de secours par une O.n.g française

L'O.n.g G.s.c.f (Groupe de secours catastrophe français) a fait don d'équipements de secours d'une valeur de plus de 261 millions de francs Cfa au Commandement de la sécurité civile. La remise de ce don a eu lieu, lundi 17 novembre 2025, à la caserne principale des sapeurs-pompiers de Brazzaville, lors d'une cérémonie entre le général Albert Ngoto, commandant de la sécurité civile, et Philippe Noirot, commissaire général de police et attaché de sécurité intérieure auprès de l'Ambassade de France au Congo. C'était en présence du colonel major Pépin Itoua-Poto, commandant en second de la sécurité civile, du représentant du G.s.c.f, le Dr Joe Borel Mahoungou, ainsi que du personnel de la sécurité civile congolaise.

Le don fait par le G.s.c.f au commandement de la sécurité civile est composé de 2.460 vestes type F1, 715 chemises type F1, 625 combinaisons type F1, 1.560 polos pour pompiers, des casques F1 et F2, des vestes et pantalons pour intervention contre le feu, des ensembles de survêtements ainsi que d'autres équipements spécialisés comme les brancards. Ce geste témoigne de l'engagement de la partie française à soutenir les agents de la sécurité civile congolaise dans l'amélioration de leurs conditions de travail et à renforcer leurs capacités à réagir efficacement face aux diverses situations d'urgence.



Philippe Noirot, le général Albert Ngoto et le Dr Dr Joe Borel Mahoungou.



Remise symbolique d'un polo



Photo de famille des responsables, après la cérémonie de remise de don

Dans son allocution de circonstance, le Dr Joe Borel Mahoungou a souligné que ce don est le fruit d'une collaboration solidaire et d'un engagement collectif tournés vers un soutien concret. *«Le matériel de secours que nous remettons, fruit d'un effort collectif et d'une solidarité sincère et agissante, vient en appui aux missions quotidiennes de la sécurité civile congolaise. Nous espérons qu'il sera utile pour renforcer leurs capacités d'intervention et garantir une meilleure sécurité pour leurs équipes»,* a-t-il déclaré.

Pour sa part, le général Albert Ngoto a exprimé sa reconnaissance envers le G.s.c.f, pour cette contribution significative à l'action de la sécurité civile congolaise. Il a, également, assuré que ces équipements seront utilisés à bon escient, pour optimiser ses interventions. *«Nous avons espoir que les relations entre votre association et notre structure vont se consolider, pour que nous devenions de véritables partenaires»,* a-t-il promis.

Il convient de rappeler que cette initiative n'est pas une première pour le Groupe de secours catastrophe français. En mars 2024, l'O.n.g avait déjà procédé à un don comprenant des bordages de différents diamètres, des gants, des piles, du matériel médical ainsi que des tenues professionnelles, pour un montant total estimé à 49 millions de francs Cfa. Ces actions de solidarité illustrent un véritable soutien à la sécurité civile congolaise.

Roland KOULOUNGOU

PROPOS D'éTAPE

Solutions duales!

Les spécialistes de la recherche opérationnelle vous le diront, à chaque problème de maximisation, il y a toujours un problème dual de minimisation; et donc, à chaque solution primale, il y a une toujours solution duale.

Cette approche mathématique de minimisation des programmes économiques peut être appliquée à la gestion des problèmes de société. Par exemple, on peut juger quelqu'un vainqueur, en minimisant la victoire de son adversaire. C'est ainsi que dans un combat de boxe par exemple, celui qui caresse le tapis peut être déclaré vainqueur. La solution duale noire minimisée pour la solution primale blanche maximisée.

Un autre exemple de solution duale est terminologique: les crimes d'une organisation terroriste (maximisation), contre la légitime défense d'un Etat, même si ce dernier excelle dans les crimes contre l'humanité (minimisation). De même, en politique, une gestion calamiteuse d'une majorité (problème primal), est souvent camouflée par l'indexation de l'opposition (problème dual). De même, certains suprématistes expliquent les échecs de leur société (problème primal), par l'afflux des étrangers, notamment des noirs (problèmes dual).

Il en est ainsi du monde dans lequel nous vivons. La posture de valorisation passe souvent non pas par les critères qui lui sont propres, mais par la diabolisation de l'autre. C'est une pratique courante dans la gestion de la Cité, de donner d'exprimer une opinion carrément négative sur autrui, de façon à susciter une réaction de rejet. La solution duale, c'est: nous sommes le bien, eux, ils sont le mal; et le monde continue son bonhomme de chemin avec une telle conviction. Et il ira à sa propre entropie, à force de minimiser la reconnaissance des faibles, au profit de l'exubérance des dominants.

Prométhée

Comme en lutrin

Les attentes déçues

Quand la vie devient profonde et trouble…

La vie, parfois, commence comme une mer calme. Douce; rassurante. Et puis, à mesure que l'on avance, les eaux deviennent plus profondes et plus troublées. C'est ce que les années nous apprennent: avec le temps, certaines amitiés s'effondrent. D'autres semblent tenir debout, jusqu'à ce qu'une simple tempête vienne tout balayer.

Et ce ne sont pas que les amitiés qui vacillent. Même les liens familiaux, ceux qu'on croyait indestructibles, peuvent se fragiliser. Vous aviez mis votre confiance, vos espoirs, votre cœur dans une relation. Mais un jour, vous découvrez qu'elle n'était solide qu'en apparence. Vous comptiez sur cette personne. Mais, au moment où vous aviez le plus besoin d'elle, elle vous fait comprendre qu'elle a d'autres priorités.

Les attentes déçues n'épargnent personne. Même le Seigneur Jésus en a fait l'expérience. La nuit du jardin de Gethsémané, il espérait que Pierre et les autres disciples veilleraient avec lui, qu'ils le soutiendraient dans la prière. Mais, ils se sont tous endormis. Et Jésus, seul dans l'angoisse, a été profondément déçu.

Mais, il ne s'est pas laissé abattre. Il a continué à prier. Il a levé les yeux vers son Père. Car là où les hommes échouent, Dieu reste fidèle. Quand tout le monde vous abandonne, Dieu reste présent. Quand les liens humains se brisent, lui seul reste solide. Alors, peu importe les déceptions, confiez-vous à Lui.

Dr Annick IMBOU

Université Marien Ngouabi

Décès du juriste enseignant, Fred Jonas Ounimé Matokot

Nous avons appris la triste nouvelle du décès, dimanche 16 novembre 2025, de Fred Jonas Ounimé Matokot, enseignant à la Faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi, à Brazzaville. Victime d'un A.v.c (Accident vasculaire cérébral), il était hospitalisé au C.h.u (Centre hospitalier universitaire). Docteur en droit civil, ancien directeur de cabinet du ministre de la construction, de l'habitat et de l'urbanisme, il était surnommé affectueusement «Dieu» par ses étudiants de la Faculté des lettres. Il était aussi expert chargé des questions juridiques à la Banque mondiale pour la sous-région. La rédaction de L'Horizon Africain présente ses condoléances les plus émues à sa famille et à ses proches.



Banque mondiale - Congo

Un prêt de 14,5 milliards de francs Cfa en faveur des entreprises, à travers la B.o.a

La S.f.i (Société financière internationale), membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé, le 11 novembre 2025, un partenariat stratégique avec la B.o.a Congo (Bank of Africa), à travers l'octroi d'un prêt senior de 14,5 milliards de francs Cfa (environ 25,5 millions de dollars américains). Ce financement, garanti par la Facilité de financement en monnaie locale de la fenêtre du secteur privé de l'Ida, vise à accroître l'octroi de crédits aux M.p.m.e (Micros, petites et moyennes entreprises), en République du Congo, dont au moins 10% seront dédiés aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes, contribuant ainsi à renforcer l'inclusion financière et la croissance portée par le secteur privé.



Depuis le 1er janvier 2025, L.c.b (La congolaise de banque) est devenue B.o.a Congo (Bank of Africa).

Libellé en francs Cfa, ce prêt marque le premier investissement de la S.f.i dans une institution financière congolaise, depuis 2016. Il s'inscrit dans le cadre de la feuille de route du Groupe de la Banque mondiale pour le Congo, axée sur la compétitivité des M.p.m.e et la création d'emplois durables. Il permettra à B.o.a Congo, anciennement L.c.b (La congolaise de banque), de proposer des financements à plus long terme, à des taux plus accessibles, dans un marché où le crédit au secteur privé reste limité, représentant à peine 13,8% du P.i.b (Produit intérieur brut).

Bien que les M.p.m.e constituent le socle de l'économie congolaise, près des deux tiers d'entre elles continuent de faire face à des contraintes d'accès au financement, notamment en raison de procédures complexes et du manque d'informations financières. Les femmes entrepreneures demeurent particulièrement désavantagées: seules 44% des femmes de 15 ans et plus possèdent un compte bancaire, contre 51% des hommes et seulement 9% d'entre elles ont accès à un prêt formel.

L'investissement permettra de financer plus de 3.000 petites entreprises au cours des cinq prochaines années et pourrait générer entre 800 et 1.300 nouveaux emplois, dont près de 500 emplois directs créés par les M.p.m.e financées, ainsi qu'environ 800 emplois additionnels dans les chaînes de valeur locales. En mettant l'accent sur les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes, ce projet soutient la création d'emplois plus inclusifs et renforce la résilience économique du Congo.

Outre le financement, la S.f.i apportera un appui-conseil pour renforcer la gouvernance du risque de crédit, améliorer les pratiques de financement des M.p.m.e et soutenir la mise en place d'un système de gestion environnementale et sociale, afin d'aligner les opérations de B.o.a Congo sur les normes internationales et d'en consolider la durabilité.

(Tiré du communiqué de la SFI)

Commentaire

P.c.t: le congrès ordinaire qui préoccupe tant les camarades

Le 6ème congrès ordinaire du P.c.t (Parti congolais du travail), se tient du 27 au 30 décembre à Brazzaville, sur le thème: *«Cadres, militants et sympathisants du Parti congolais du travail, dans l'unité, la cohésion et la discipline, en avant pour la consolidation de la paix, de l'unité nationale et la démocratie, en vue de l'accélération de la marche vers le développement»*. Depuis, le secrétariat permanent et les commissions mises en place s'attellent à préparer avec minutie et un air triomphaliste, ce rendez-vous politique important dans la vie de ce parti au pouvoir. Pour les observateurs, c'est un événement qui ne devrait pas impacter la configuration politico-institutionnelle en place, sinon plutôt renforcer la position de ce parti sur l'échiquier politique national.

Le congrès, c'est le moment où les militants d'un parti ont la responsabilité, entre autres, de renouveler les instances dirigeantes de leur parti, sur la base des bilans en débat. En démocratie, on parlerait tout simplement de renouvellement des mandats. Les acteurs sortants présentent leurs bilans et les militants jugent s'ils sont positifs ou pas, avant de décider de renouveler leur confiance ou de changer de dirigeants.

Pour ce qui est du P.c.t, la complexité superstructurelle de son fonctionnement fait que cette préoccupation est reléguée au second plan, pour privilégier les aspects organisationnels du congrès: comité d'organisation; commissions; sous-commissions; thème; date; lieu; cotisations; congrès fédéraux, etc. Sur ce plan, le travail est bien organisé et suivi méticuleusement.

Pour sa part, l'observateur s'interroge plutôt sur l'issue de ce congrès en ce qui concerne le renouvellement des mandats. L'actuelle équipe du secrétariat permanent sera-t-elle maintenue ou connaîtra-t-elle des changements? Pierre Moussa sera-t-il reconduit comme secrétaire général ou sera-t-il remplacé? Lesquels seront promus au Comité central et au Bureau politique? Lesquels seront éradiqués?

Dans le milieu des camarades membres, ces enjeux à l'origine des guéguerres de clans, on n'en parle pas. Il n'en demeure pas moins vrai que les esprits en sont préoccupés. C'est l'occasion de gagner en positionnement sinon de sauver l'essentiel. L'assiduité des membres du gouvernement, des parlementaires et des conseillers aux réunions du P.c.t, depuis que la préparation du congrès s'est intensifiée, le prouve indubitablement. Chacun se soucie de son avenir, surtout que le congrès ne précède la fin de l'actuel quinquennat présidentiel que de trois mois. La réélection du Président Denis Sassou-Nguesso voudra dire, tout au moins, changement de gouvernement. Alors, chacun se préoccupe de son positionnement. En tout cas, les regards sont tournés du côté du Président de la République qui a toutes les cartes en main.

En attendant, le Comité central, qui s'est réuni, du 9 au 10 novembre dernier, pour sa deuxième session extraordinaire, a, parmi les orientations et stratégies destinées à la réussite du 6ème congrès ordinaire, réaffirmé l'objectif de la réélection du Président Denis Sassou-Nguesso au scrutin de mars 2026. Pour le reste, chacun espère trouver sa place dans la confiance du chef.

Urbain NZABANI

Enseignement supérieur

L'Université Marien Ngouabi de nouveau en grève générale

Tout était calme à l'Université Marien Ngouabi, le premier établissement public d'enseignement supérieur, depuis le 6 octobre 2025, date du dernier round de négociation entre le gouvernement et l'intersyndical, après les promesses de paiement de salaire ayant arrêté la menace de grève générale publiée le 3 octobre. Voilà que tout d'un coup, on crie de nouveau au feu à l'Université Marien Ngouabi. Depuis lundi 17 novembre, une grève générale, déclenchée par l'intersyndical, y est en vigueur.



Les membres du Collège intersyndical de l'Université Marien Ngouabi pendant leur réunion.

En effet, samedi 15 novembre 2025, le Collège intersyndical, réuni au siège de la Synesup, à la Faculté des lettres, des arts et des sciences humaines, à Brazzaville, a déclenché une grève générale et illimitée, à compter du lundi 17 novembre. Cette décision fait suite à l'évaluation de la suite donnée à la déclaration du 3 octobre 2025, dans laquelle les organisations syndicales avaient exprimé de profondes inquiétudes concernant le traitement réservé aux personnels de l'institution.

C'est à un étonnant retour à la case-départ qu'on assiste à l'Université Marien Ngouabi qui est de nouveau secouée par une grève générale. Selon le communiqué publié le samedi 15 novembre, les syndicats pointent *«les multiples promesses non tenues par le gouvernement»*. Les leaders syndicalistes ont avoué leur incapacité à *«contenir le mécontentement grandissant au sein du personnel administratif et technique, ainsi que des enseignants»*.

Au terme des débats intenses, plusieurs constats majeurs ont été mis en avant. Les syndicats dénoncent notamment l'injustice salariale persistant entre les agents de l'Université Marien Ngouabi et ceux de la Fonction publique. Ils révèlent, par ailleurs, des arriérés de cinq mois de salaire (août et septembre 2024; août, septembre et octobre 2025), ainsi que le non-paiement des heures diverses depuis l'année 2018. A ces difficultés, s'ajoute le non-versement régulier des cotisations sociales à la C.n.s.s (Caisse nationale de sécurité sociale), un manquement attribué au Trésor public.

Face à ce qu'ils qualifient *«d'indifférence persistante du gouvernement»*, les syndicats exigent trois mesures immédiates: le paiement intégral des cinq mois d'arriéré de salaire; le règlement de toutes les heures diverses; le reversement de l'ensemble des cotisations sociales des agents de l'Université Marien-Ngouabi.

En conséquence, le Collège intersyndical a confirmé le déclenchement d'une grève générale, avec arrêt des cours, suspension des inscriptions en cours et gel du processus de proclamation des résultats des différents concours. Au départ, il était précisé que les épreuves écrites et pratiques du concours d'entrée à l'Iseps pourront se dérouler normalement. Mais, lundi 17 novembre, la Coordination élargie du Collège intersyndical a indiqué qu'aucun enseignant ne doit s'employer à aller corriger les copies ou délibérer les quatre concours encore en cours: Enam; Ensaf; l.s.g et l.s.p.s.

Le travail ne reprendra, insistent les syndicats, que lorsque l'ensemble des revendications aura été satisfait. Enfin, le Collège intersyndical met en garde toute tentative de récupération politique de sa déclaration de grève, réaffirmant que son action s'inscrit strictement dans la défense des droits des travailleurs de l'Université Marien Ngouabi. Pour l'instant, la réaction du gouvernement se fait toujours attendre.

Joseph MWISSI NKIENI

R.c (Rassemblement citoyen)

Campagne d'adhésion au parti et de soutien au candidat de la majorité

Le R.c (Rassemblement Citoyen), parti membre de la Plateforme Majorité présidentielle, a intensifié, ces dernières semaines, sa campagne d'adhésion au parti et de soutien au candidat de la majorité. Ainsi, toutes les fédérations à travers les départements ont été instruites, depuis le mois d'octobre, par la Direction du R.c, de *«se déployer sur le terrain, pour susciter de grandes et nombreuses adhésions au parti, sur tout le territoire national, et pour soutenir le candidat de la Plateforme Majorité présidentielle, le Président Sassou-Nguesso»*. La procédure étant de *«faire le porte-à-porte, aller de parcelle en parcelle, pour rencontrer les familles, d'abord les proches, jeunes et aînés, discuter avec eux, et surtout les convaincre d'aller voter pour notre candidat. Le contexte présent est difficile, c'est vrai. Mais, nous devons fortement nous impliquer, pour peser de tout notre poids, afin que notre candidat soit élu, et obtenir, en contrepartie, des garanties d'une meilleure gouvernance dans le mandat à venir, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des populations»*. Depuis, les fédérations du R.c envoient leurs équipes sur le terrain, pour enregistrer les nouveaux militants et passer les consignes, comme on peut le voir sur les images suivantes.



Au Quartier 4, à Owando (Fédération RC de la Cuvette)



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



Au Quartier 6 Linengué, Owando (Fédération RC de la Cuvette).



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



A Impfondo (Fédération RC de la Likouala)



A Impfondo (Fédération RC de la Likouala)



A Impfondo (Fédération RC de la Likouala)



A Impfondo (Fédération RC de la Likouala)



Au Quartier 24, Nimbi, à Bacongo (Fédération RC de Brazzaville)

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° AO/001/2025/BCI/CG

La Banque Commerciale Internationale (BCI) lance un appel d'offres ouvert relatif à l'acquisition de six (06) nouveaux groupes électrogènes dont les spécifications techniques sont définies dans le cahier des charges.

La participation à l'appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement – consortium de soumissionnaires).

Le dossier d'appel d'offres y afférent sera mis à disposition aux désireux soumissionnaires, sans frais, sur demande par mail adressé à : **appel-offres@bcicongo.com**, à partir du lundi 17 Novembre 2025.

La date limite de dépôt des plis est fixée au vendredi 13 Décembre 2025, 15h30, (Heure Locale en République du Congo)

Les soumissionnaires peuvent :
- Soit déposer, contre décharge, leur offre à l'adresse de la banque indiquée ci-dessous,
- Soit l'envoyer par courrier postal avec accusé de réception à la même adresse.

BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE (BCI)
AVENUE AMILCAR CABRAL
B.P. 147 - Brazzaville
République du Congo
Pôle Ressources & Moyens / Service Achat (2e étage)
Tél: +242 06 735 93 92 / 06 735 93 91

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N° AO/001/2025/BCI/CG

Tous les frais associés à la préparation et à la soumission des offres sont à la charge des candidats. La Banque Commerciale Internationale (BCI) n'encourt aucune responsabilité pour ces frais et ce, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure. La Banque Commerciale Internationale (BCI) n'assumera aucun frais, ni ne couvrira aucune dépense ou perte éventuellement supportée par le candidat pour tout aspect relatif à sa soumission.

BCICONGO.COM MEMBRE DU GROUPE BCP

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° AO/002/2025/BCI/CG

La Banque Commerciale Internationale (BCI) lance un appel d'offres ouvert relatif au recrutement des cabinets de recouvrement.

La participation à l'appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement – consortium de soumissionnaires).

Le dossier d'appel d'offres y afférent sera mis à disposition aux désireux soumissionnaires, sans frais, sur demande par mail adressé à : **appel-offres@bcicongo.com**, à partir du lundi 17 Novembre 2025.

La date limite de dépôt des plis est fixée au Vendredi 05 Décembre 2025, avant 15h00 (Heure Locale en République du Congo)

Les soumissionnaires peuvent :
- Soit déposer, contre décharge, leur offre à l'adresse de la banque indiquée ci-dessous ;
- Soit l'envoyer par courrier postal avec accusé de réception à la même adresse.

BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE (BCI)
AVENUE AMILCAR CABRAL
B.P. 147 Brazzaville,
République du Congo
Pôle Ressources & Moyens / Service Achat (2ème étage)
Tél: +242 06 735 93 92 / 06 735 93 91

Tous les frais associés à la préparation et à la soumission de leurs offres sont à la charge des candidats. La Banque Commerciale Internationale (BCI) n'encourt aucune responsabilité pour ces frais et ce, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure. La Banque Commerciale Internationale (BCI) n'assumera aucun frais, ni ne couvrira aucune dépense ou perte éventuellement supportée par le candidat pour tout aspect relatif à sa soumission.

BCICONGO.COM MEMBRE DU GROUPE BCP

Dr Antoine Loussambou, directeur du P.n.l.p (Programme national de lutte contre le paludisme)

«Le moyen préventif le plus efficace demeure la moustiquaire imprégnée»

Le paludisme est l'une des vielles maladies infectieuses dû à un protozoaire du genre plasmodium, transmis à l'homme par une piqure infestante du moustique appelé anophèle femelle. La région africaine, où se situe le Congo, est l'une la plus touchée par le paludisme ou malaria, avec une écrasante majorité des cas et des décès, affectant particulièrement les enfants de moins de cinq ans. *«Le moyen préventif le plus efficace demeure l'utilisation concrète de la moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée d'action (Milda)»*, souligne le Dr Antoine Loussambou, directeur du P.n.l.p (Programme national de lutte contre le paludisme) dans l'interview qu'il nous a accordée.

**** Docteur, quelles sont les manifestations du paludisme?***

** On parle du paludisme simple comme tout patient qui présente des symptômes du paludisme (fièvre, frissons, maux de tête, vertiges, vomissements, douleurs musculaires, fatigue généralisée, perte d'appétit) et un test parasitologique (test de diagnostic rapide ou microscopique) positif.

On définit le paludisme grave comme tout cas de paludisme confirmé par une microscopie positive et dont les signes cliniques de gravité les plus fréquents sont: troubles de la conscience; incapacité de marcher ou de s'assoir sans assistance (léthargie); incapacité de s'alimenter (de boire ou de téter); convulsions; détresse respiratoire; jaunisse; pâleur (anémie); émission des urines foncées (coca-cola); vomissement et coma.

Cette maladie, qui constitue la première cause de consultation, a pour conséquences socio-économiques et professionnelles parmi lesquelles on compte: l'absentéisme au travail et à l'école; le faible poids de naissance des nouveau-nés ou l'arrêt de la grossesse; l'avortement chez la femme enceinte; le décès survient chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes qui constituent les couches les plus vulnérables.

**** Quel est le taux des personnes atteintes du paludisme au Congo?***

** Au Congo, le paludisme constitue l'une des principales causes de consultation, d'hospitalisation et de mortalité. Selon l'O.m.s, 263 millions de cas de paludisme avec une incidence de 60,4 cas pour 1000 habitants en 2023, contre 58,6 cas pour 1000 habitants en 2022.

Le nombre de décès était estimé à 597.000, avec un taux de mortalité de 13,7 pour 100.000 habitants, contre 14,9 pour 100.000 habitants en 2022. La région africaine de l'O.m.s continue de supporter la plus lourde charge de mortalité représentant environ 94% des cas de paludisme et 95% des décès dû au paludisme dans le monde en 2023. Le rapport 2024 de l'O.m.s 2024 dit que le Congo a enregistré 1.327.964 cas de paludisme et 2.244 décès en 2023. L'incidence du paludisme pour 1.000 habitants a baissé de 237,7 à 215 entre 2019 et 2023 et la mortalité liée au paludisme pour 100.000 habitants est passée de 42 à 36 décès à la même période.



Dr Antoine Loussambou, directeur du P.n.l.p

Selon le rapport du P.n.l.p, le paludisme a constitué 46% de motif de consultation, 33% d'hospitalisation et 22% de cause de décès en 2024. Chez les enfants de moins de cinq ans, le paludisme a représenté 44% de cause de consultation, 37% d'hospitalisation et 30% de décès au niveau des hôpitaux.

**** Quelles sont les solutions pour lutter contre le paludisme?***

** Pour lutter efficacement contre cette maladie, le gouvernement a mis en place le programme national de lutte contre le paludisme, dont les principales interventions contenues dans le plan stratégique national sont:

- la lutte anti-vectorielle qui consiste à améliorer l'accès universel à la moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée d'action (Milda) des communautés congolaises; la promotion des répulsifs et la destruction des gites larvaires;
- la prévention du paludisme chez la femme enceinte et les nourrissons en administrant au moins trois doses du médicament appelé Sulfadoxine pyriméthamine;
- la prise en charge des cas du paludisme (cas simple au niveau communautaire et dans les formations sanitaires du premier échelon de la pyramide sanitaire, cas grave au niveau des hôpitaux).

A ce sujet, par décret 2008-128 du 23 juin 2008, le gouvernement avait initié une mesure de gratuité du traitement du paludisme pour les enfants de moins de 15 ans et les femmes enceintes, dans toutes les structures publiques et confessionnelles. Ainsi, le P.n.l.p réalise la surveillance épidémiologique qui consiste à collecter les données en lien avec la morbidité et la mortalité du paludisme dans le pays pour des besoins de la planification, de la redevabilité et d'action de renforcement des interventions de lutte. Il en est de même avec la réalisation des enquêtes en vue de l'identification des résistances aux médicaments antipaludiques usuels et aux insecticides utilisés dans la lutte anti-vectorielle.

**** Quel est le meilleur traitement pour lutter contre le paludisme?***

** En ce qui concerne les traitements efficaces de la maladie, l'O.m.s recommande l'utilisation des médicaments associant l'Artémisinine. Cette recommandation a été reprise par le P.n.l.p sous forme des directives nationales vulgarisées dans les formations sanitaires. Elles consistent à traiter les formes simples du paludisme avec les combinaisons thérapeutiques à base d'Artémisinine (A.c.t).

Quant au paludisme grave, le traitement de base se fait avec l'Artésunate ou l'Artémether injectable et rarement avec la quinine injectable. Le ministre de la santé et de la population, le prof Jean-Rosaire Ibara, à plusieurs occasions, a toujours insisté sur le respect scrupuleux des protocoles thérapeutiques dans le traitement de cette maladie, afin d'éviter le phénomène de résistance aux antipaludiques, véritable menace qui inquiète le monde scientifique dans la lutte contre cette maladie dans la région africaine de l'O.m.s. Pour cette raison, il exhorte également la population congolaise de profiter de l'opération citoyenne de chaque premier samedi du mois, pour détruire au maximum les gîtes larvaires du paludisme (boîtes de conserve, pneus abandonnés, récipients d'eau sans couvercle, mares d'eau, plantes gênantes comme les bananiers etc…), afin de rompre le cycle de développement du moustique. Les pays qui ont déjà éliminé le paludisme ont entrepris beaucoup d'efforts dans la destruction des gîtes larvaires dans leurs milieux intra et extra domiciliaires.

Le Congo est dans le faciès équatorial favorable au développement des vecteurs qui expose ses habitants au risque de contracter la maladie pendant toute l'année. Les études réalisées au Congo ont montré que chaque Congolais victime d'un taux d'inoculation entomologique (T.i.e) de près de 1.000 piqures infestantes de moustiques par an. Par conséquent, le moyen préventif le plus efficace demeure l'utilisation concrète de la moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée d'action (Milda). Toutefois, les enfants de moins cinq ans et les femmes enceintes, en plus la Milda, doivent associer le traitement préventif intermittent à la Sulfadoxine pyriméthamine, afin de se prévenir de cette maladie.

**** Que dites-vous sur le vaccin du paludisme, pourrait-il arriver?***

** Comme d'usage, l'introduction du vaccin contre le paludisme (Mosquirix/R.t.s, S et R21), déjà homologué par l'O.m.s, exige du Congo et de ses partenaires d'élaborer les documents techniques qui permettront la mise en œuvre de cette intervention à haut impact, puisque nécessitant plusieurs préalables.

Propos recueillis par
Martin BALOUATA-MALEKA

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté !

La semaine dernière, nos amis communs Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu sont allés rendre visite à maman, la septuagénaire Saro, qui leur a remis un poème qu'elle a écrit. Les quatre compères l'ont lu puis relu et se sont rendus compte qu'il s'agit d'une forte interpellation concernant leur ville capitale, Brazzaville. C'était une belle ville avec une verdure luxuriante. Aujourd'hui, à cause de l'insalubrité, c'est une ville qui donne des soucis.

Toute personne qui a connu cette ville dans les années antérieures et qui la redécouvrent aujourd'hui, avec son développement délabré, a la mort dans l'âme. Il faut sauver cette ville, pour un mieux vivre de ses citadins. Voici le poème qu' Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu ont décidé de vous partager cette semaine:

«Hier, «Elle» était belle, riche et puissante
Verdoyante, d'où le petit nom de sa capitale «Brazza-la-verte»
Monsieur Tout le Monde l'a courtisée
Monsieur Tout le Monde l'a ruinée
Monsieur Tout le Monde l'a démolie.

Aujourd'hui, elle est méconnaissable, sans argent et est très malade
Les mauvaises langues ont surnommé sa capitale «Brazza-la-Poubelle»
Plus personne ne la regarde
Plus personne, mais personne ne se souvient d'elle
Monsieur Tout le Monde l'a oubliée.

Passe un bon Samaritain qui la ramasse, la soigne, la nourrit et la remet sur pied
Maintenant, Monsieur Tout le Monde qui, hier,
L'a courtisée, l'a appauvrie et l'a démolie
Monsieur Tout le Monde veut récupérer «Elle»
Qui, en réalité, ne lui appartient pas
Et ne lui appartiendrait jamais.

«Elle» veut être belle; «Elle» veut être riche
«Elle» veut être puissante et «Elle» veut être libre, très libre
Cette liberté qui permettra à ses enfants de mieux vivre
Cette liberté qui donnera l'occasion à ses enfants de jouir de son sein

De vivre dans le bonheur, ce bonheur tant recherché
De vivre dans la confiance, cette confiance tant recherchée
De vivre dans l'unité fraternelle de la Nation, cette unité tant souhaitée
De vivre dans un foyer riche et prospère comme jadis
Ce foyer qui n'est autre que notre très chère Nation, la République du Congo».

Comprenne qui pourra. Aurevoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 05 543 82 76 / 06.662 37 39
E-mail:lhorizonafricain@gmail.com /
www.lhorizonafricain.com
Sous l'immatriculation 108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim : Hervé EKIRONO
Tel : 06 879 50 69 / 05 554 40 99
Directeur commercial & Relations publiques :
Rigobert MOBOLAS : 06 626 89 15
Rédacteur en Chef : Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Tel : 06 986 56 52 / 05 568 54 47
Secrétaire de rédaction : Roland KOULOUNGOU
Tel : 06 838 30 04 / 05 055 24 71
Rédaction
Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU: 06 641 56 96
Martin BALOUATA-MALEKA : 05.500 77 82
Urbain Nzabani; Jean-Clotaire DIATOU
Joseph MWISSI NKIENI

Siege de la Rédaction : Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
Marcel BITADI. Tel : 05.557.78.71
Mise en pages : TORNADE

Journées du vivre ensemble dans le Pool

Le Nonce apostolique soutient l'initiative lancée par le sénateur Kourissa

Le Nonce apostolique au Congo et au Gabon, Mgr Javier Herrera Corona, a reçu en audience, le vendredi 14 novembre 2025, à la Nonciature apostolique, à Brazzaville, le sénateur Jean-De-Dieu Kourissa venu lui parler de l'initiative des journées du vivre-ensemble qu'il entend organiser à Kinkala, en partenariat avec d'autres organisations.



Le sénateur Jean-De-Dieu Kourissa et Mgr Javier Herrera Corona, pendant l'audience.



Mgr Javier Herrera Corona, Jean-De-Dieu Kourissa et Joachim, à la fin de l'audience.

Assisté de Joachim Mbanza et Placide Milandou, tous deux membres du Comité d'organisation, le sénateur a présenté son projet au prélat, en sollicitant l'accompagnement moral et spirituel de sa part, pour le succès de ce rendez-vous. Ce dernier, qui a parlé de son expérience de promotion du vivre-ensemble au sein de l'Eglise catholique, a exprimé son soutien à cette initiative qu'il juge importante et opportune, tout en appelant à la responsabilité de chacun.

L'audience s'est achevée par une prière dans la chapelle de la nonciature. Signalons que le rendez-vous de Kinkala est prévu avant la fin du mois de décembre prochain et il sera réalisé progressivement dans les autres départements à partir de l'année prochaine.

Urbain NZABANI

Repaleac (Réseau régional des peuples autochtones d'Afrique centrale)

Un atelier sur la sécurisation des droits fonciers coutumiers des peuples autochtones

Le Repaleac (Réseau régional des peuples autochtones d'Afrique centrale), en partenariat avec la représentation de la F.a.o (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a organisé, à Brazzaville, du 29 au 31 octobre 2025, un atelier visant à renforcer les droits des peuples autochtones, pour leur développement durable. Cette initiative est une contribution à la sécurisation des droits fonciers coutumiers, pour la gouvernance foncière inclusive.



Les participants pendant les travaux et Joseph Itongwa Mukumo en médaillon

L'atelier organisé par le Repaleac a regroupé des participants venus de huit pays d'Afrique centrale, pour échanger sur les droits traditionnels d'occupation des terres par les peuples autochtones. Les terres où vivent les peuples autochtones constituent, pour eux, une valeur. Au cours de l'atelier, les débats ont démontré que, malheureusement, ces terres ne sont pas sécurisées et protégées. Ces espaces sont vulnérables et exposés à d'autres usages comme l'expropriation, la déforestation et l'exploitation abusive, menaçant ainsi l'environnement où vivent les peuples autochtones.

Pourtant, les scientifiques ont prouvé que la biodiversité et les écosystèmes forestiers sur les terres et territoires où habitent les peuples autochtones sont bien protégés, non seulement par leurs propres efforts à travers les principes traditionnels, mais aussi par leurs pratiques culturelles.

Pour espérer les bénéfices environnementaux qu'offrent cette biodiversité et ces écosystèmes forestiers dans les territoires où vivent les peuples autochtones, leurs droits doivent être respectés pour les sécuriser, comme ces territoires n'ont pas de statut légal moderne, pour qu'ils ne soient pas menacés par d'autres usages. C'est pourquoi la sécurité et la reconnaissance de ces espaces et la stabilité des autochtones constituent des éléments importants pour les peuples autochtones. Ils peuvent ainsi s'affirmer sur leurs territoires non seulement à travers leurs cultures, mais aussi pour les bénéfices environnementaux mondiaux en faveur du climat.

La vision du Repaleac est de voir les ressources naturelles telles que les écosystèmes forestiers et la biodiversité de l'Afrique centrale être bien gérés et conservés avec la contribution des peuples autochtones et des communautés locales. Les résolutions adoptées à l'issue de l'atelier vont dans ce sens. Dans son mot de clôture de l'atelier, le coordonnateur régional du Repaleac pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale, Joseph Itongwa Mukumo, a souligné qu'*«un des piliers de la gestion durable de l'environnement, c'est notre stratégie dont l'un des principaux axes, c'est la sécurité foncière avec plusieurs paliers, dont la cartographie des espaces où vivent les peuples autochtones, l'identification de toutes les pratiques et des ressources potentielles dans ces zones et de voir comment les sécuriser. Cet atelier nous a permis de définir, dans le cadre du partenariat avec la F.a.o, les priorités et les actions qu'on peut mener ensemble avec un partenaire de taille comme la F.a.o, pour aboutir aux actions relatives à la sécurisation aux droits des peuples autochtones. La sécurisation revient à l'Etat. Nous comptons sur notre partenariat avec la F.a.o».*

Martin BALOUATA-MALEKA

Tribune

Les Tékés de Mfâ, où sont-ils, que sont-ils?

Il y a neuf ans, le dimanche 4 septembre 2016, j'avais été amenée à assister à une rencontre des natifs tékés de Mfâ, organisée par Monsieur Mpiaka et son association. Malheureusement, il a eu un malaise la veille et a dû être hospitalisé. Néanmoins, pour ne pas décontenancer les invités, le comité d'organisation a maintenu la manifestation dans la sobriété légendaire des tékés. J'y suis allée bien plus pour avoir une idée sur les formations qui pullulent çà et là à la recherche de l'affirmation d'une identité, que par une quelconque pulsion d'appartenance tribale. Les invités, une quarantaine ou plus, jeunes pour la plupart et fiers de revendiquer leur appartenance à l'entité ngantsié, ont, du reste, déploré de n'avoir pas eu connaissance des objectifs envisagés par l'association et promis de revenir plus nombreux, le jour de la prochaine rencontre. 30% d'entre eux n'ayant du téké que le nom et comprenant à peine le dialecte. L'essentiel, ont-ils dit, c'est d'en avoir la fibre.



Par Ida Victorine Ngampolo.

Dans mes recherches en linguistique à l'université, il m'est arrivé de discuter avec les anciens sur la consonnance des noms et des objets difficiles de prononciation. La mauvaise transcription est évidente et dépourvue de tout repère. Le professeur Antoine Ndinga-Oba disait, à ce sujet, que l'on perd son âme si on déforme son identité.

Ils sont fumû, rarement de pur-sang, quelquefois avec des accointances avec les Nsuni (Sundi) et Umu (Baümu). Mon père, par exemple, de sensibilité fumû, était fier d'avoir eu trois enfants avec ma mère d'appartenance nziku et bakwé-sese. Il considérait, de ce fait, à son entendement, que nous étions *«métissés»*. J'ai profité de cet avantage pour maîtriser aussi bien la langue nziku que fumû. Ce n'est pas de leur faute si leurs noms de famille ont été déformés. Ainsi, ils sont devenus Nkodia (Nkori), Filampo (Moufoulampo), Malanda (Malana), Nganga (Ngân), Mbemba (Mbemou ou Mbêm), Massengo (Anseün) Kouka (Nkouka), Mampouya (Ampouya), Malonga (Along), Para (Mpara), Atouonault (Antouono), Pinilt (Mpini), Gali (Ngali), la liste n'est pas exhaustive. Nos parents ont voulu, tous, *«franciser»* leurs noms que nous héritons, disent-ils.

Mais, comment donc expliquer la cupidité dans le choix des prénoms donnés à leurs rejetons? Il est curieux de les entendre dire que ceux-ci se prénomment Winner, Triomphe Guerniche, Vainqueur, Delche, Riche, Messi, Sublime, King, Nyche, Précieux, Promesse, Rhan, quelquefois sans tenir compte de la racine latine. C'est à croire que Trésor et Espoir, deux prénoms à la mode, sonnent mieux que Nganzi, Elikia ou Iminou.

Les associations qui sont créées sur des bases culturelles et ethniques vont-elles inculquer aux adhérents les valeurs morales d'honnêteté, de partage et de respect envers les anciens? Mais aussi ceci est important, ils doivent connaître l'histoire de leurs racines, la circonscrire dans l'espace et le temps, sinon ils auront du mal à perpétuer les vertus qui sont chères aux Tékés (Tios).

Les jeunes générations de l'espace mfâ doivent également savoir que les autres appartenances au peuple téké font partie du grand ensemble protégé par Nkuémbali, esprit dont le règne couvre toutes les entités: Inkala (Kinkala); Impouomo (Kimpouomo); Matari; Inkiéno; Ngankui (Ngamakosso); Tsiémé; Insuli; Ndolo; Mpiéré-Mpiéré, Impila (Kimpila); Unkaru; Nzôo; Ibossi; Inga; Linzolo; Itatolo; Makabandili (Makabandilou); Ipanzou; Kamou; Loufoulakari; Ntswélé; Bimé Ingouali (Kingouari); Ngamaba; Ngangouoni; Inzouli; Maniang (Manianga); Intéli; Lifoula; Ingolo; Djili; Impôh; Itsali; Malima; Onkouomo (Moukondo); Anluku (Maluku); Madzia; Ntsini Batsua (Goma-Tsé-Tsé).

Leurs parents naturels se retrouvent d'ailleurs à Ngaba, Imban, Mbinza, Ngaliéma, Massina, Ndolo, Inkoli, Imbantsio, Ingabua (Kingaboua), Liméré (Limété), Lingouala, Matéré (Matété), Ndjili, Nsélé, bref, sur le territoire de Insaya (Kinshasa), la capitale de la RD Congo.

En définitive, leur espace géographique abritant la ville de Brazzaville, la capitale du Congo, a subi un brassage indéniable au point où pendant la riche expérience de municipalisation accélérée réalisée dans tous les départements et qui a révélé un repli identitaire des Congolais, eux ne se sont retrouvés nulle part, parce que justement ils sont *«inclassables»,* dans les départements du pays. Pour tout dire, ils doivent s'organiser comme font les autres, sans que cela ne suscite des interrogations. Ils doivent se considérer comme faisant partie du maillon de la chaîne nationale et être les artisans de la paix. Ne sont-ils pas au cœur du pays où se prennent toutes les décisions nationales pour la construction du Congo? Je leur souhaite beaucoup de courage.

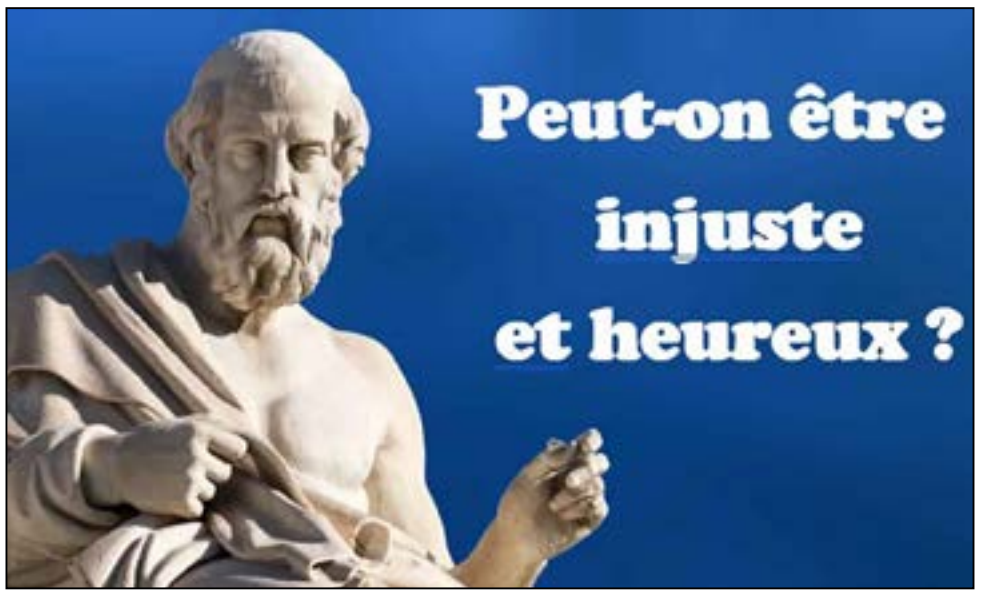
Ida Victorine NGAMPOLO

Promouvoir le civisme et la paix



Par Dieudonné Antoine-Ganga.

Dans son célèbre livre intitulé «La République», le philosophe Platon indique que «les gouvernants doivent être ceux en qui domine la partie rationnelle de l'homme». C'est pourquoi il est inéluctable que nos gouvernants et autres dirigeants doivent être ceux en qui domine la partie rationnelle de l'homme. C'est pourquoi nos dirigeants et nos leaders politiques doivent faire preuve de rationalité dans leur jugement, dans leur discours et d'agir avec tempérance et modération, pour mieux appréhender toutes les préoccupations qui leur sont soumises. Car, si les dirigeants agissent selon leurs humeurs, leurs caprices, pire de façon arbitraire, ils ne dirigeront pas bien.



Platon, dans La République

En effet, dans leurs actes de décision, les dirigeants doivent être justes, en gardant en tête que la justice est une aspiration de l'homme. Les deux choses qui ont fait bouger le monde sont l'aspiration de l'homme à la liberté et son aspiration à la justice. Il a ainsi, la mission de répartir les charges et les bienfaits avec un sens aigu de la justice et de l'équité. Chaque personne attend qu'on la respecte et chaque personne attend qu'on la traite à égalité de condition comme les autres. Le dirigeant doit éviter, enfin, des préférences fondées sur le tribalisme, le népotisme, le clanisme, le régionalisme, la sympathie, l'antipathie éprouvés envers les uns et les autres.

Par ailleurs, le dirigeant doit être ce citoyen qui prône et promeut la paix. Car «la paix n'est pas un vain mot; c'est un comportement», dixit l'ancien Président ivoirien, Félix Houphouët-Boigny. Alors, quand on se dit homme ou apôtre de la paix, l'on devrait, d'une part, défendre le dialogue à tout instant, car dialogue et paix sont étroitement liés, et, d'autre part, travailler à promouvoir le dialogue et la paix chez soi.

Alors, comment comprendre que nous, Congolais, qui célébrons chaque année, le 10 juin, la journée de la réconciliation nationale, rappelant la clôture de la Conférence nationale souveraine qui n'est pas une *«escroquerie»,* mais plutôt, comme l'affirme l'ancien ministre Jean-Pierre Gombé, *«une arène, non des combats de gladiateurs, mais le mbongui (kandza) où les vérités furent dites sans filtre, où les fautes furent reconnues, suivies d'un mea culpa»,* d'un lavement de mains, un acte symbolique de paix, nous la rejetions tant, à moins que l'on se mente soi-même?

Paradoxe des paradoxes, on veut la paix et on menace, on veut la paix et on cherche l'affrontement dans la rue, dans les campagnes, on veut la paix et on reste sourd à tout appel au dialogue. On veut la paix et on bande les muscles avec arrogance.

Même si on prétend, comme les Romains, que *«Si vis pacem, para bellum»,* qui signifie, *«Qui veut la paix prépare la guerre»,* j'affirme haut et fort que la paix ne peut être maintenue par la force, l'intimidation et l'arrogance. La paix ne peut être atteinte que par la compréhension, l'humilité et la tolérance. Tout cela, parce que qu'il est reconnu de tous que les rencontres face-à-face et le dialogue favorisent l'écoute, les échanges et le consensus. Le dialogue bâtit la confiance, éloigne les préjugés, la violence et les conflits qui sont un obstacle au progrès et au développement.

Le dialogue est l'arme des forts et non des faibles; c'est l'arme de ceux qui font passer les problèmes généraux avant leurs problèmes particuliers, avant les questions d'amour propre. Quand on a, entre ses mains, la vie de milliers de ses compatriotes, on ne devrait plus avoir d'amour propre. Autrement, on serait tenté de penser que son obstination dissimulerait quelque chose. Mais quoi exactement?

Il est temps de faire preuve d'humilité, de tolérance, de dépassement de soi et de pardon mutuel pour restaurer l'unité et la paix des cœurs et des esprits, aux fins de vivre dans l'amour patriotique et fraternel, pour notre devise: Unité-Travail-Progrès, dans notre beau pays le Congo.

Dieudonné ANTOINE-GANGA.

Pour un État-stratège social en Afrique: repenser le développement

De la protection à la transformation productive

Dans de nombreux pays en développement, le rôle de l'État dans le développement reste au cœur du débat. Faut-il que l'État se contente de redistribuer ou doit-il également transformer? Cette question est particulièrement cruciale en Afrique où la croissance économique reste souvent concentrée sur quelques rentes et où la production locale peine à créer une richesse durable.

Le modèle classique de l'État-providence, fondé sur la redistribution, protège les citoyens contre les risques de la vie et assure un minimum de justice sociale. Il fonctionne dans les sociétés industrielles stables. Mais, il montre ses limites



Par Charles Abel Kombo.

dans des économies peu diversifiées: dépendance aux ressources naturelles, inefficacité budgétaire et manque de cohésion réelle. À l'inverse, l'État-stratège se concentre sur la transformation économique et sociale. Il planifie, investit et régule pour créer les conditions de la prospérité collective: développement des secteurs productifs, soutien aux P.m.e et à l'entrepreneuriat, investissement dans le capital humain, régulation des marchés et promotion de partenariats public-privé. Ces deux approches ne sont pas contradictoires mais complémentaires: la protection sociale assure la cohésion, tandis que la stratégie économique construit la capacité collective à se développer.

Un modèle pour un développement durable: l'État-stratège social

L'avenir réside dans un État-stratège social, capable d'allier inclusion, justice sociale et transformation économique. Les leviers principaux sont:

- Planifier pour transformer: définir des priorités sectorielles claires (agriculture, énergie, industrie, numérique) dans une vision à long terme;
- Produire pour redistribuer: soutenir la production locale et l'entrepreneuriat pour créer des emplois durables;
- Protéger pour renforcer la productivité: investir dans la santé, l'éducation et la formation comme vecteurs de développement;
- Réguler pour équilibrer: garantir un cadre institutionnel stable et transparent, avec une fonction publique performante et responsable.

Illustration: le cas du Congo

Le Congo illustre parfaitement ce défi. Le pays reste fortement dépendant des revenus pétroliers et miniers, avec un État social concentré sur les fonctions publiques et peu diversifié. Le Plan national de développement 2026-2031 offre une opportunité unique: inscrire la logique d'État-stratège social dans la planification nationale, réorienter les dépenses publiques vers les investissements productifs et sociaux et instaurer un dialogue permanent entre l'État, le secteur privé et la société civile.

Conclusion: transformer en protégeant, protéger en transformant

Somme toute, un État africain efficace doit passer de la logique de guichet à la logique de projet, de la dépendance à la participation, et de la dépense à l'investissement socialement utile. L'État-stratège social n'est pas un slogan: c'est la condition d'une souveraineté économique durable et d'une cohésion nationale renouvelée. Le développement ne se distribue pas: il se construit.

Charles Abel KOMBO
Economiste et Observateur
des politiques publiques

Roman

Alain Mabanckou: «Ramsès de Paris»

Publié le 22 août 2025, par les Editions du Seuil, à Paris (France), le nouveau roman d'Alain Mabanckou revient sur les aventures de l'immigration congolaise dans l'hexagone. Au fait, l'auteur n'a pas un grand effort du burlesque que lui offre déjà la réalité de ces aventures mouvementées et renversantes. Au passage, en reprenant le terme Zamunda, il a fait un éloge au film américain «Un prince à New York», avec Eddy Murphy, un grand succès sorti en 1988 et qui avait repris le terme de Zamunda inventé par l'humouriste africain-américain, Richard Pryor.

Présentant son nouveau roman, sur sa page Facebook, Alain Mabanckou raconte: *«Ramsès de Paris est comme une légende urbaine, c'est-à-dire qu'un Monsieur nommé Berado, prince de Zamunda, quitte le Congo et vient à Paris rejoindre son mentor, un autre Congolais et c'est à partir de là que les choses vont se gâter, puisqu'ils vont être dans des triangulaires amoureux. On va parcourir un peu tous ces quartiers d'exil, on va voir les communautés se rencontrer, se distendre, mais c'est surtout le moment fatal, lorsque Berado décide de sortir avec la femme de son mentor. Et dans notre communauté, il y a des règles qu'il ne faut pas fouler».*



L'écrivain Alain Mabanckou sur la page où il présente son nouveau roman sur Facebook.

L'éditeur quant à lui signale que *«le narrateur de ce roman, jeune écrivain en herbe qui se fait volontiers appeler Berado, prince de Zamunda, vit sous la coupe et dans l'ombre de son grand frère des faubourgs de Pointe-Noire, un certain Benoît, qu'il est venu rejoindre à Paris. Ce dernier, personnage fantasque, exerce sa verve dans le Quartier de Château Rouge. Tout n'est pas bien clair dans sa vie, sinon qu'il sait charmer, les dames en premier. Il accumule les aventures de tous ordres, jusqu'au jour où il s'engage avec Lilwenn, qu'il épouse bientôt. Au grand désarroi de maman Mushama, la tenancière du restaurant Manioc Pays. Tout est réuni pour une embrouille. Mais, les pistes se mélangent. Berado cherche à fausser les cartes, et pour imposer sa version des faits, il se rend chez Ramsès, le réceptionniste et barman du Salam Hôtel, dans le XIe arrondissement. Son récit commence, sans cesse interrompu, et bientôt il plonge dans un étrange flottement, entre rêve et réalité. Est-ce l'effet du thé qu'on lui sert? Dans ce roman à la fois drôle et sarcastique, Alain Mabanckou offre les Mille et Une Nuits de l'exil africain, dont les personnages hauts en couleur sont parfois des sortes de Pieds nickelés. On s'y attache, on rit. On en redemande».*

Prix Renaudot en 2006, pour son roman «Mémoires de porc-épic», Grand-prix de littérature Henri Gal décerné par l'Académie française en 2012 et Prix littéraire Prince Pierre de Monaco, en 2013, pour l'ensemble de son œuvre, chevalier de la Légion d'honneur, Alain Mabanckou (59 ans) a vécu au Quartier Tié-Tié, à Pointe-Noire où il a décroché son baccalauréat en lettres, en 1986, au Lycée Karl Marx, avant de s'envoler en France, comme étudiant boursier, après deux ans d'études en droit à l'Université Marien Ngouabi. Comme quoi, le prince de Zamunda n'est pas d'une inspiration qui tient du hasard.

Jean-Clotaire DIATOU

Droit pénal

«Le juge et la cybercriminalité en République du Congo»

Spécialiste en cybersécurité, Murphy Fred Viclaire Miékountima Sémo est d'une nouvelle génération de magistrats congolais, branchés au numérique, qui militent pour une justice plus rapide et transparente grâce à l'intelligence artificielle et à la souveraineté technologique des institutions. Depuis 2020 où il siège au Tribunal de grande instance de Brazzaville, il s'est accoutumé aux affaires d'escroquerie en ligne et donc de cybercriminalité qui sont devenues courantes. De cette expérience, est sorti un ouvrage en septembre 2023, aux Editions L'Harmattan, intitulé: *«Le juge et la cybercriminalité en République du Congo».*



Le magistrat Murphy Sémo et la couverture de son livre.

«Cet ouvrage propose une stratégie de gouvernance coercitive efficace pour endiguer la cybercriminalité devant le juge congolais, en s'appuyant sur des outils méthodologiques adaptés. À ce titre, il vise à renforcer la répression et la prévention des actes malveillants, en offrant un cadre juridique adéquat, pour faire face aux défis de la cyberdélinquance.

Cette politique criminelle repose sur une implication active des acteurs privés (prestataires techniques) et des internautes, dans la lutte contre les contenus illicites en ligne. Tout compte fait, les efforts d'adaptation du droit pénal congolais à la cybercriminalité ont abouti à un *«code pénal très spécifique»* réglementant la société de l'information congolaise, appelé la loi n°27-2020 du 5 juin 2020 portant lutte contre la cybercriminalité, favorisant ainsi l'émergence d'un *«cyberdroit pénal» en République du Congo»*. Signalons que l'ouvrage est disponible dans les rayons des librairies congolaises.

Urbain NZABANI

Livre

L'écrivain, son œuvre, son public

Dans un article ultérieur, nous avons déjà parlé de l'écrivain, en le distinguant de l'auteur d'un livre. Mais, qu'on soit auteur ou écrivain, publier un livre est un acte de communication entre l'auteur et le public. La tradition dans ce domaine veut qu'après la publication d'un livre, l'auteur soit toujours amené à le présenter, pour expliquer les raisons qui l'ont poussé à publier son livre, les circonstances qui ont entouré son travail, le message qu'il véhicule à travers ce livre et ce qu'il attend du public, savoir comment le public l'a-t-il accueilli, ce qu'il en pense, les reproches ou critiques qu'il peut en faire, etc. D'où d'ailleurs la présence d'un critique littéraire.



Une exposition lors de la foire du livre à Brazzaville, en 2023

L'exercice est important, car il s'agit d'un partage de connaissances, d'échange, de discussions, d'élargissement de l'horizon culturel, etc. Or, il y a des auteurs qui cherchent parfois à éviter le contact avec le public. Ils redoutent la critique et préfèrent les plateaux des médias ou les articles dans la presse, pour ne pas affronter les exigences et le regard du public. Un auteur qui n'a pas le courage de porter son ouvrage devant le public pour l'affronter ne peut assurément garantir une bonne visibilité et crédibilité de son œuvre. Il crée même le doute sur l'authenticité de ses écrits.

Dans le monde du livre, il y a un vieux métier qu'on appelle *«prête-plûme»,* une personne qui est payée pour écrire un texte publié sous le nom du commanditaire ou de quelqu'un d'autre qu'il choisit. On l'appelle aussi *«nègre»,* défini comme une *«personne anonyme, qui rédige pour une personnalité, qui compose les ouvrages d'un auteur connu».*

Dans le monde politique, pour faire mode, on l'appelle *«plume»*. C'est la personne chargée de rédiger les discours d'un dirigeant et même des livres. Il arrive qu'elle sorte de l'ombre. En France, on connaît le cas d'Erik Orsenna, la plume du Président François Mitterrand, ou de Christine Albanel, la plume du Président Jacques Chirac.

Pour revenir dans le monde de la littérature, les auteurs qui recourent au *«prête-plume»* se retrouvent parfois en difficulté de faire la promotion de leurs livres par leur propre communication. Ils se confient généralement aux médias ou à des journalistes aguerris.

Or, la vie d'un écrivain authentique revêt toujours la dimension de rencontre avec le public et évidemment avec la presse. Un écrivain, c'est celui qui n'est pas que célèbre, mais qui rencontre et discute aussi avec son public, dans l'intérêt toujours d'élargir les connaissances. Bref, pour lui, publier ne suffit pas. Encore faut-il qu'il aille à la rencontre de ses publics, avec lesquels il est lié par son œuvre.

Jacques CULTURUS

I.f.c (Institut français du Congo)

Organisation d'une master-class de musique traditionnelle

Du 24 au 26 novembre 2025, l'I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville, accueille une master-class de musique traditionnelle animée par Emile Biayenda, batteur percussionniste et directeur musical du Groupe Les tambours de Brazza. Réservée aux musiciens expérimentés (chanteurs, instrumentistes, percussionnistes et batteurs), cette initiative a pour objectif d'offrir aux participants des outils pour enrichir leur expression artistique, approfondir leur compréhension des liens entre tradition et modernité, et expérimenter une fusion musicale dynamique et contemporaine.

Championnats d'Afrique de volleyball C.a.v.b Zone 4

Les compétitions maintenues à Douala, du 21 novembre au 1er décembre 2025

Le bureau exécutif de la C.a.v.b (Confédération africaine de volleyball) Zone 4, dirigé par le Camerounais Bello Bourdanne, a tenu, mardi 11 novembre 2025, par visio-conférence, une réunion d'urgence qui avait pour objectif d'examiner et analyser la tenue ou non de la 1ème édition des championnats d'Afrique de clubs de volleyball, dames et messieurs, de la Zone 4 (Afrique centrale), au regard de la situation sécuritaire post-électorale du pays d'accueil, le Cameroun. Après débat, il ressort de cette réunion le maintien de la 11ème édition aux mêmes dates du 21 novembre au 1er décembre 2025, dans la même ville de Douala.



La D.g.s.p volleyball séniors dames

Ainsi donc, les Championnats d'Afrique de volleyball C.a.v.b Zone 4 dans les deux versions messieurs et dames auront lieu comme prévu. Les équipes participantes doivent prendre la précaution d'y arriver au plus tard le vendredi 21 novembre, afin de prendre part à la réunion technique, qui se tient le samedi 22 novembre. Les compétitions se déroulent du dimanche 23 au dimanche 30 novembre. Le départ de toutes les délégations est fixé au lundi 1er octobre.

Au Congo, ce sont deux clubs, la D.g.s.p et l'Inter-club qui y sont qualifiés. Les joueurs des deux clubs sont actuellement en pleine période d'entraînement. Ils se préparent avec les moyens de bord et une certaine incertitude plane sur leur participation, en raison des questions de financement. A quelques jours du coup d'envoi des compétitions à Douala, rien ne semble se dessiner concernant le départ des Congolais. Les responsables des deux équipes n'osent pas pour l'instant s'exprimer sur le sujet.

Depuis les 11ème Jeux africains que le Congo, notre pays, a eu l'insigne honneur d'abriter, les équipes congolaises de volleyball, clubs et sélection nationale, n'ont plus jamais participé aux compétitions continentales et internationales, par manque de moyen. La Fécovo (Fédération congolaise de volleyball) se contente d'organiser tant bien que mal, sur fonds propres, les championnats nationaux dans toutes les catégories des deux versions et de faire fonctionner les ligues départementales. Cette fédération a même été plébiscitée par le Ministère en charge des sports, parmi les meilleures fédérations du pays.

En rappel, la 10ème édition organisée à Brazzaville a été remportée par le Pad du Cameroun en hommes, face au Volleyball club Garde républicaine de la RD Congo, par 3 sets à 1. En dames, c'était Litto team du Cameroun qui s'était imposée devant la D.g.s.p du Congo, par le score de 3 sets à 0. Pour la 11ème édition, on attend donc de savoir lesquels seront au perchoir.

Luze Ernest BAKALA

Fécohand (Fédération congolaise de handball)

Une vingtaine d'entraîneurs en formation pour l'obtention de la licence D

Dans l'optique d'avoir plusieurs diplômés parmi les cadres techniques de sa discipline, la Fécohand (Fédération congolaise de handball) organise, du 12 au 16 novembre 2025, le stage de formation des entraîneurs en Licence D, considéré comme le premier diplôme d'entraîneur en handball.

Placé sous le patronage de la C.a.h.b (Confédération africaine de handball), le stage, qui s'est déroulé au Gymnase Nicole Oba, à Talangaï, le 6ème arrondissement de Brazzaville, a eu pour instructeur l'Angolais Almeida William Antonio Sebatiao, expert de l'I.h.f (Fédération internationale de handball). Au total, 21 postulants sur les 34 attendus, venus de six départements (Sangha, Pointe-Noire, Pool, Cuvette-Ouest, Lékoumou et Brazzaville) y ont pris part.

Dans son mot de circonstance, Edouard Sah, secrétaire général représentant la présidente de la Fécohand, à la cérémonie d'ouverture du stage, a d'abord souhaité la bienvenue aux stagiaires et aux formateurs. Ensuite, Il les a exhortés de bien assimiler les cours, pour prétendre réussir lors de l'évaluation. Pour terminer, il a remercié, au nom de la Fécohand, la C.a.h.b et l'I.h.f pour l'octroi de ce stage de formation.



Les participants au stage de Licence D en handball

Pour les stagiaires, cette formation est la bienvenue. *«Nous attendions fiévreusement cette formation, afin de commencer nos carrières. Déjà, avec la nouvelle structuration des licences au niveau de l'I.h.f qui nécessite la reformulation des différents diplômes que certains ont eus avant, la C.a.h.b a décidé de modifier ces appellations et procéder par les formations»*, a indiqué Frainam Bouye, un des stagiaires.

Luze Ernest BAKALA

Can de handball séniors hommes Rwanda 2026

Les quatre groupes désormais constitués et le Congo est dans le Groupe D

La 27ème Can (Coupe d'Afrique des Nations) de handball séniors hommes, Rwanda 2026, se déroule du 21 au 31 janvier 2026, à Kigali, la capitale du Rwanda. La sélection nationale, les Diables-Rouges, y est qualifiée. Le tirage au sort pour la constitution des quatre groupes s'est tenu le vendredi 14 novembre 2025, au Amahoro Stadium de Kigali, sous la supervision de la C.a.h.b (Confédération africaine de handball). Le Congo se retrouve dans le Groupe D, avec le Maroc, le Bénin et le Cap-Vert.



Le tirage au sort à Kigali.

L'année 2026 va démarrer avec une compétition sportive continentale dans laquelle le Congo est engagé. Il s'agit de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) de handball séniors hommes, la plus prestigieuse des compétitions continentales de handball. La C.a.h.b, dirigée par le docteur Aremou Mansourou, a organisé la cérémonie de tirage au sort au Amahoro Stadium de Kigali. Au total, 16 pays, dont 4 par groupe, prendront part à cette 27ème édition de la Can. Les différents groupes à l'issue du tirage au sort sont les suivants:

- *Groupe A: Algérie, Nigeria, Zambie et Rwanda;*
- *Groupe B: Egypte, Angola, Gabon, Ouganda;*
- *Groupe C: Tunisie, Guinée, Cameroun, Kenya;*
- *Groupe D: Cap-Vert, Maroc, Congo et Benin.*

Ainsi donc, la route de la 27ème édition de la Can de handball séniors hommes, Rwanda 2026, est désormais tracée, avec de belles affiches en perspective dans une compétition très relevée. La Fécohand (Fédération congolaise de handball) est prévenue. Cette compétition est du reste le grand test pour le nouveau bureau exécutif de la Fécohand, dirigé par Ambroisine Linda Noumazalayi Ebendzet. Le compte à rebours a commencé. Espérons que la sélection nationale, les Diables-Rouges, souvent confrontée à des problèmes d'organisation, saura tirer son épingle du jeu.

L. E.BAKALA

Eliminatoires Zone Afrique Coupe du monde 2026

Les Léopards de RD Congo en barrages intercontinentaux

Les demi-finales et la finale des barrages comptant pour les éliminatoires Zone Afrique de la Coupe du monde 2026 se sont déroulées les 9 et 16 novembre 2025, à Rabat, au Maroc. Au total, il y a eu trois matches: deux matches de demi-finales (Nigéria-Gabon: 4-1; Cameroun-RD Congo: 0-1). La finale a opposé, dimanche 16 novembre, les Super eagles du Nigéria aux Léopards de la RD Congo. Le derby a débouché sur un match nul: 1-1. La RD Congo l'a emporté aux tirs au but: 4-3. Une issue qui a amené l'entraîneur nigérian a proféré des accusations de sorcellerie aux Congolais.

Les Léopards, la sélection nationale de la RD Congo, se sont illustrés par une performance étonnante, en écartant, coup sur coup, deux géants du football africain, donnés favoris sur le papier. En effet, le dimanche 9 novembre, ils ont éliminé les Lions indomptables du Cameroun (1-0). Les Camerounais, habitués de la Coupe du monde, n'en revenaient pas. Ils ont eu la malchance de rater deux immenses occasions au cours du match, comme à la 65ème minute, lorsque l'attaquant Bryan Mbeumo, se retrouvant seul face au gardien congolais, Lionel Mpasi, a raté le cadre. C'était en principe le but du 1-0 en faveur du Cameroun. Mais, c'était perdu!

Les Léopards, entraînés par Sébastien Desabre, ont su tirer leur épingle du jeu, en scorant dans le temps additionnel, avec Chancel Mbemba qui a hérité d'un corner parfaitement exécuté au deuxième poteau. Voilà comment la RD Congo, parfois malmenée mais toujours résistante, se réveille pour surprendre.

La même surprise est venue à la finale contre le Nigéria, largement favori. D'autant plus que les Nigérians ont ouvert le score dès la troisième minute. C'était vraiment mal parti pour nos grands voisins du Congo. Mais, leur esprit de résilience a fait le reste. A la 32ème minute, l'attaquant Meschack Elia a délivré son pays de l'angoisse, après une action collective fluide, ayant mis à mal la défense nigériane. A la séance de tirs au but, Chancel Mbemba a propulsé son pays à la victoire. Ce qui a mis hors de lui l'entraîneur nigérian, qui a accusé les Congolais de pratiquer le vaudou.

Il reste à la RD Congo, pour atteindre la phase finale de la Coupe du monde, de passer l'étape des barrages intercontinentaux, contre les pays comme la Bolivie, la Nouvelle-Calédonie, l'Irak ou les Émirats Arabes Unis et deux équipes de la Zone Concacaf (Amérique du Nord). Bonne chance chers voisins, chez nous, le football est dans l'agonie et dans l'indifférence générale.

Jean-Clotaire DIATOU

Fécofoot

Formation en Licence D fédérale

La Direction technique nationale de la Fécofoot (Fédération congolaise de football), a lancé, lundi 10 novembre 2025, à Brazzaville, la formation pour l'obtention de la Licence D fédérale. Cette formation, qui se déroule sous la supervision des instructeurs Raphaël Mafoua et Eloi Mankou, permet de renforcer les compétences techniques et pédagogiques des encadreurs locaux, tout en leur offrant une certification reconnue. Elle fait partie de leur parcours de mentorat, condition préalable à leur éligibilité au programme de formation des instructeurs Fifa. Comme quoi, malgré la situation déplorable que vit le football congolais avec l'arrêt des compétitions nationales pour cause de fermeture des stades, la Fécofoot s'investit dans le développement du football, à tous les niveaux.